



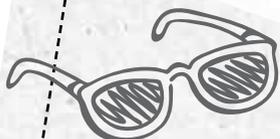
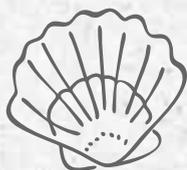
# VOUS NOUS MANQUEZ !



Les pays tributaires du tourisme  
sont parmi les plus touchés  
par la pandémie

Adam Behsudi





**A**vant la COVID-19, les voyages et le tourisme étaient parmi les secteurs les plus florissants de l'économie mondiale : 10 % du PIB mondial et plus de 320 millions d'emplois sur la planète.

En 1950, au début de l'avion à réaction, à peine 25 millions d'individus voyageaient à l'étranger. En 2019, ils étaient 1,5 milliard et, dans nombre de pays, le secteur des voyages et du tourisme avait atteint des proportions presque trop importantes pour faire faillite.

La pandémie mondiale, première d'une telle ampleur en cette nouvelle ère d'interdépendance, a mis 100 millions d'emplois en péril, beaucoup d'entre eux dans de micro, petites et moyennes entreprises employant une proportion élevée de femmes, qui représentent 54 % de la main-d'œuvre dans le tourisme, selon l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (OMT).

Les pays tributaires du tourisme ressentiront probablement les effets néfastes de cette crise beaucoup plus longtemps que les autres. Les services fondés sur le contact humain, vitaux pour le secteur du tourisme et du voyage, sont exagérément touchés par cette pandémie et continueront de souffrir jusqu'à ce que les gens se sentent en sécurité pour voyager de nouveau en très grand nombre.

« Il n'y a pas moyen de nous extirper de ce gouffre au fond duquel nous sommes », a déclaré Irwin LaRocque, secrétaire général de la Communauté des Caraïbes (CARICOM) lors d'une manifestation virtuelle en septembre.

Des plages de sable blanc des Caraïbes, des Seychelles, de Maurice et du Pacifique aux ruelles de Bangkok et aux gigantesques parcs nationaux d'Afrique, les pays s'évertuent à trouver les moyens de faire revenir les touristes tout en évitant de nouvelles flambées épidémiques. Parmi les solutions : séduire les super riches qui peuvent se mettre en quarantaine sur leurs yachts, ou inviter les visiteurs à rester longtemps, jusqu'à un an, pour travailler virtuellement tout en admirant les paysages tropicaux.

Les recettes du tourisme dans le monde ne devraient pas retrouver leurs niveaux de 2019 avant 2023. Au premier

semestre de cette année, les arrivées de touristes ont chuté de plus de 65 % dans le monde et sont quasiment nulles depuis avril, alors qu'elles avaient baissé de 8 % durant la crise financière mondiale et de 17 % en pleine épidémie de SRAS en 2003, selon une étude en cours du FMI sur le tourisme dans un monde post-pandémie.

Selon les projections des *Perspectives de l'économie mondiale* du mois d'octobre, l'économie mondiale devrait se contracter de 4,4 % en 2020. Le choc sera bien pire dans les pays tributaires du tourisme : ceux d'Afrique verront leur PIB réel chuter de 12 %, et ceux de la région des Caraïbes connaîtront aussi une baisse du même ordre. Les nations insulaires du Pacifique, telles que les Fidji, pourraient enregistrer un effondrement colossal de 21 % du PIB en 2020.

L'impact économique ne se limite pas aux pays les plus dépendants du tourisme. Aux États-Unis, Hawaï a vu un emploi sur six disparaître au mois d'août. En Floride, où le tourisme représente jusqu'à 15 % des recettes de l'État, il faudra jusqu'à trois ans pour que le secteur se redresse, selon les autorités.

Dans les pays du G-20, les secteurs de l'hôtellerie et du voyage représentent 10 % des emplois et 9,5 % du PIB en moyenne, avec des proportions pouvant aller jusqu'à 14 % du PIB, voire plus, en Espagne, en Italie et au Mexique. Une déstabilisation de l'activité durant six mois pourrait directement provoquer une régression du PIB de 2,5 à 3,5 % dans l'ensemble des pays du G-20, selon un récent document du FMI.

### Gérer le déficit de recettes

À la Barbade et aux Seychelles, comme dans nombre d'autres pays tributaires du tourisme, la pandémie a pratiquement réduit ce secteur au point mort. Après avoir réussi à endiguer la transmission locale du virus, les autorités ont rouvert leurs nations insulaires aux touristes internationaux en juillet. Cependant, les arrivées en août ont été inférieures de 90 % à celles des années précédentes, privant l'État d'un apport vital de recettes.



travailleurs informels, qui sont particulièrement nombreux dans le secteur du tourisme et très vulnérables.

Selon une analyse de l'industrie touristique réalisée par le cabinet McKinsey & Company, il conviendra d'expérimenter de nouveaux mécanismes de financement pour que la demande touristique retrouve sur plusieurs années ses niveaux de 2019.

Ce cabinet de consultants a analysé les plans de relance de 24 pays, représentant au total 100 milliards de dollars d'aide directe au secteur touristique et 300 milliards de dollars d'aide à divers autres secteurs étroitement liés au tourisme. Les mesures de relance les plus directes ont pris la forme de dons, d'allègement de dette et d'aide aux petites et moyennes entreprises et compagnies aériennes. Le cabinet recommande de nouvelles méthodes pour venir en aide à ce secteur, notamment des mécanismes de partage des recettes entre les hôtels qui se font concurrence pour un même segment de marché, tel qu'un tronçon de front de mer, par exemple, et des fonds de placement soutenus par l'État pour les entreprises touristiques.

### Le défi du développement

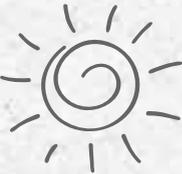
La crise a démontré l'importance du tourisme comme voie de développement pour nombre de pays afin de réduire la pauvreté et d'améliorer leurs économies. En Afrique subsaharienne, le développement du tourisme a été un facteur décisif pour combler l'écart entre pays riches et pays pauvres : les pays tributaires du tourisme ont enregistré une croissance moyenne du PIB réel par habitant de 2,4 % entre 1990 et 2019, considérablement plus rapide que celle des pays non dépendants du tourisme dans la région, selon les services du FMI.

Les pays plus petits et tributaires du tourisme sont, à bien des égards, pris au piège de leur destin économique. Dans les petites nations insulaires, il y a peu d'autres secteurs, voire aucun, vers lesquels réorienter la main-d'œuvre et les capitaux.

Les Seychelles, par exemple, ont bénéficié de l'augmentation des exportations de thon au cours de la crise de la COVID-19, qui a dans une certaine mesure compensé la perte de recettes touristiques, mais ce revenu supplémentaire reste minime par rapport aux revenus du tourisme. Les autorités mettent également en œuvre un plan de versement des salaires aux employés du secteur touristique qui ont perdu leur emploi, tout en leur offrant des possibilités de recyclage.

Les autorités de la Barbade tentent pour leur part de maintenir les dépenses sociales et de redéfinir les priorités des dépenses d'investissement pour créer des emplois, au moins temporairement, dans les secteurs non touristiques tels que l'agriculture et le développement des infrastructures.

L'Association de l'hôtellerie et du tourisme des Caraïbes a prévu que jusqu'à 60 % des 30 000 nouvelles chambres



La Barbade a abordé la crise avec de bons fondamentaux économiques, grâce à un programme de réformes économiques appuyé par le FMI, qui a contribué à stabiliser la dette, constituer des réserves et consolider sa position budgétaire juste avant que la crise ne frappe. Le FMI a accordé une augmentation de l'accès au titre du mécanisme élargi de crédit d'environ 90 millions de dollars, ou 2 % du PIB, pour aider à financer le déficit budgétaire apparu à la suite de la chute vertigineuse des recettes issues des activités touristiques et de la hausse des dépenses liées à la COVID-19.



« Plus cela dure, plus il est difficile de tenir », explique Kevin Greenidge, conseiller technique principal auprès de la Première ministre de la Barbade, Mia Mottley. « Ce que nous voulons éviter, c'est de prendre des mesures qui risquent de mettre en péril les progrès que nous avons accomplis en termes de fondamentaux. »

À l'autre bout du monde, les Seychelles, qui sont entrées dans la crise avec une position de force similaire, auront pourtant du mal à renouer avec la viabilité budgétaire à moyen terme sans un appui de taille. Juste avant la crise, les autorités avaient reconstitué les réserves de change et consolidé les positions budgétaires. Malgré cela, cette nation insulaire de l'océan Indien a été frappée de plein fouet par la pandémie en cours, avec une chute des recettes touristiques et une hausse des dépenses liées à la COVID-19.



« Il est trop tôt pour dire si la crise constituera un choc permanent et quel sera son impact sur le secteur touristique à l'avenir, déclare Borianna Yontcheva, chef de mission du FMI aux Seychelles. Compte tenu des grandes incertitudes sur la reprise de ce secteur, il faudra des politiques structurelles innovantes pour s'adapter à la nouvelle normalité. »

Partout dans le monde, les pays tributaires du tourisme s'efforcent de financer de vastes trains de mesures pour atténuer l'impact de la chute vertigineuse des recettes touristiques sur les ménages et les entreprises : transferts monétaires, dons, allègements fiscaux, subventions salariales et garanties de prêts. Les banques ont également accordé des dispenses de remboursement de prêts dans certains cas. Un certain nombre de pays ont axé leur soutien sur les



d'hôtel qui étaient en phase de planification ou de construction dans l'ensemble de la région des Caraïbes ne seront pas terminées en raison de la crise.

Pourtant, cette crise est considérée comme une occasion d'améliorer le secteur à moyen et à long terme en développant la numérisation et en améliorant la viabilité environnementale. L'OMT a encouragé le soutien à la formation des travailleurs pour développer les compétences numériques afin de tirer parti des métadonnées, de l'analyse des données et de l'intelligence artificielle. La reprise devra être mise à profit pour améliorer l'efficacité avec laquelle le secteur du tourisme utilise l'énergie et l'eau, gère les déchets et assure la viabilité de son approvisionnement alimentaire.

« Dans un secteur qui emploie une personne sur dix dans le monde, la maîtrise de l'innovation et de la numérisation, l'adoption des valeurs locales et la création d'emplois décents pour tous, en particulier pour les jeunes, les femmes et les groupes les plus vulnérables de nos sociétés, pourraient être à l'avant-garde de la reprise du tourisme », déclare le secrétaire général de l'OMT, Zurab Pololikashvili.

### S'adapter à la nouvelle normalité

À mesure que l'impact immédiat des mesures de confinement et d'isolement s'est atténué au cours du deuxième semestre de 2020, les pays ont commencé à rechercher un équilibre.

La Thaïlande, les Seychelles et d'autres pays ont approuvé des programmes permettant d'accueillir des touristes en provenance de pays « à moindre risque » moyennant des obligations spéciales de mise en quarantaine. Les Fidji ont créé des « voies bleues » pour permettre aux visiteurs par la mer de rester en quarantaine sur leurs yachts avant de libérer « l'immense potentiel économique qu'ils recèlent à bord », a déclaré le Premier ministre Frank Bainimarama sur Twitter. Sainte-Lucie exige un dépistage négatif à la COVID-19 au maximum sept jours avant l'arrivée. L'Australie a mis en place une « bulle de voyage » pour dispenser les visiteurs en provenance de Nouvelle-Zélande des obligations de quarantaine. Les pays de la CARICOM ont également créé une « bulle régionale » qui dispense les voyageurs en provenance des pays de cette bulle de se soumettre au dépistage et à la quarantaine.

Dans cette nouvelle ère du travail à distance, les pays et territoires tels que la Barbade, l'Estonie, la Géorgie, Antigua-et-Barbuda, Aruba et les îles Caïmans proposent de nouveaux permis de séjour de longue durée, jusqu'à douze mois dans certains cas, pour inciter les voyageurs étrangers à apporter leurs bureaux virtuels, tout en dépensant leur argent dans l'économie locale.

Le Japon, dont les arrivées internationales ont triplé entre 2013 et 2018, a commencé à rouvrir ses frontières aux voyageurs en provenance de certains pays à la fin du mois d'octobre. Pour permettre un rebond du tourisme

après la pandémie, un document de travail du FMI recommande aux autorités de poursuivre la tendance à l'assouplissement des exigences de visas, d'attirer les visiteurs moins vers les centres urbains et davantage vers les régions moins peuplées du pays et de compléter un retour du tourisme par une amélioration des ressources en main-d'œuvre et en infrastructure dans ce secteur.

Dans un rapport sur l'avenir du secteur, le Conseil mondial du voyage et du tourisme explique que la pandémie a réorienté l'intérêt des voyageurs vers les déplacements intérieurs, ou vers les destinations de nature ou de plein air. Les voyages vont en grande partie « redémarrer sous l'impulsion des voyageurs les moins réticents au risque et les plus audacieux, de ceux qui ont le goût de l'aventure et de la randonnée aux surfeurs et aux alpinistes », explique le rapport.

Les voyages d'agrément entraîneront la reprise du secteur du tourisme et du voyage. Les voyages d'affaires, source essentielle de revenus pour les hôtels et les compagnies aériennes, pourraient connaître un virage permanent ou reprendre uniquement par phases, en fonction de la proximité, des raisons du voyage et du secteur d'activité.

En fin de compte, la reprise du tourisme dépendra probablement d'une décision profondément personnelle de

## Il est trop tôt pour dire si la crise constituera un choc permanent.

la part de nombre de personnes qui évalueront le risque de tomber malade par rapport à la nécessité de voyager. Le secteur privé, soutenu par un certain nombre de pays tributaires du tourisme, élabore des protocoles mondiaux pour divers secteurs du voyage, notamment un appel à un dépistage plus rapide dans les aéroports pour redonner confiance dans les voyages.

« Le fait est que les gens ne sont pas à l'aise à l'idée de voyager. Nous n'avons pas mis en place les protocoles nécessaires pour les mettre à l'aise », a déclaré Allen Chastanet, Premier ministre de Sainte-Lucie, lors d'une rencontre virtuelle en septembre. « Après le 11 septembre, l'Autorité américaine de sécurité des transports et d'autres organismes de sécurité du monde entier avaient fait un travail remarquable pour mettre au point des protocoles qui ont redonné au public confiance dans les voyages, et malheureusement, avec la pandémie actuelle, nous n'avons rien fait de la sorte. » **FD**

**ADAM BEHSUDI** est membre de la rédaction de *Finances & Développement*.